

BULLETIN DE LIAISON

Vol. 25 n° 3

janvier 2001

FAFMRO



La Marche mondiale :

un événement branché sur la réalité des femmes de la planète

par Jacynthe Lavoie, présidente

Tout d'abord, un beau salut à vous toutes qui avez ce numéro du Bulletin sous le yeux. Vous tenez, entre vos mains, un Bulletin de liaison qui sent la solidarité... le sentez-vous ? Un Bulletin qui est teinté de tintamarres... l'entendez-vous ? Un Bulletin qui dégage une ambiance chaleureuse, toute remplie des émotions de la Marche mondiale d'octobre dernier.

Permettez-moi aussi de souligner le travail intense des permanentes de la FAFMRQ qui se sont jointes à l'équipe de la Fédération des femmes du Québec, l'organisme chargé de l'organisation de la Marche mondiale des femmes. J'aimerais également remercier toutes les personnes de nos associations membres qui ont contribué, par leurs actions (de la plus petite à la plus grande), au succès de cet événement. J'étais moi-même à la marche de 1995 « Du pain et des roses », mais celle d'octobre dernier avait quelque chose de plus...

Dans ce numéro, on fait donc un premier bilan de la Marche mondiale, tout en vous présentant, entre autres choses, les témoignages de trois de nos militantes engagées intensément dans son organisation. Danielle Wolfe, Monique Galarneau et Christiane Levasseur nous racontent comment elles ont vécu cette grande expérience de solidarité. Des retombées concrètes et immédiates, la plupart des femmes en attendaient peu, mais nos gouvernements ont fourni encore moins d'engagements qu'on l'avait espéré.

Lucie Poirier, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), nous parle du peu de gains obtenus en matière de logement social. On ne le dira jamais assez, la pauvreté et l'isolement qu'elle entraîne, que ce soit en ville ou en région, touche surtout les

femmes et les enfants. Elle prive les familles de nourriture saine, elle les prive de loisirs et elle contribue à l'effritement des relations familiales. Pourtant, il existe des exemples probants qui démontrent que le fait d'investir dans des programmes spéciaux pour les enfants défavorisés rapporte de gains sociaux importants. Philip Merrigan, professeur au Département de sciences économiques de l'UQAM, nous parle des avantages réels qu'il y aurait à ce que nos gouvernements améliorent les conditions de vies des enfants pauvres.

Avec toutes les décisions qui sont prises par nos dirigeants et qui affectent la vie de chacune et chacun d'entre nous, il est important que nous prenions notre rôle de citoyenne et de citoyen au sérieux. Madame Jocelyne Lamoureux, également de l'Université du Québec à Montréal, nous parle de l'importance d'exercer cette citoyenneté dans les pages de ce Bulletin. Et avec l'automne chaud que nous venons de vivre en matière de revendications, il semble que l'action communautaire autonome ait toujours sa raison d'être. Lorraine Desjardins nous parle des derniers événements auxquels les groupes d'action communautaire autonome ont consacré beaucoup de leur temps et de leur énergie.

Je prends encore un tout petit espace pour transmettre tous mes vœux d'une année remplie de réponses à toutes vos demandes personnelles et associatives. Que le bonheur et la paix remplissent vos cœurs et ceux de vos familles, même en ces années pas faciles.



BULLETIN DE LIAISON

Équipe du Bulletin

Lorraine Desjardins
Sylvie Lévesque
Claudette Mainguy

Mise en page

Jean Lepage

Impression

Centre hospitalier Angrignon

Collaboration

Jacynthe Lavoie
FAFMRQ

Danielle Wolfe
Re-Nou-Vie

Monique Galarneau
Association la Chrysalide

Christiane Levasseur
Association La Source

Jocelyne Lamoureux
UQAM

Lucie Poirier
FRAPRU

Philip Merrigan
UQAM

FAFMRQ



8059, St-Michel
Montréal, Qc

H1Z 3C9

Tél. : (514) 729-MONO (6666)

Télééc. : (514) 729-6746

Site internet: www.cam.org/fafmrq

Adresse : fafmrq@cam.org

Interrogations sur la citoyenneté : une contribution du mouvement communautaire autonome

par Jocelyne Lamoureux, professeure au Département de sociologie de l'UQAM

La question de la citoyenneté est de plus en plus évoquée au Québec. De quoi et de qui s'agit-il au juste ? Plusieurs conceptions, perceptions et pratiques se confrontent. Ainsi, l'automne dernier, le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) organisait un « Forum national sur la citoyenneté et l'intégration » lors duquel il a proposé sa vision de cette notion : ancrage dans une identité québécoise forte, héritée de l'histoire (la citoyenneté comme « patrimoine »), urgence de choisir parmi nos multiples identités de sujets et nos allégeances sous peine de confusion perturbatrice, contrat de citoyenneté précisant les devoirs et les responsabilités de chacun. Cette perspective ne constitue pas — loin de là, croyons-nous — une proposition adéquate.

Lors de notre rencontre organisée par la Fédération, le 27 octobre 2000, et donc quelques semaines après ce Forum, nous avons vu ensemble comment plusieurs groupes du mouvement communautaire autonome au Québec pensent et vivent des expériences novatrices et profondes de citoyenneté et comment on ne peut faire fi, dans la conjoncture actuelle, de ces pratiques réfléchies¹

Dès le départ, nous avons été frappée par le fait que, lorsqu'ils sont interrogés à son sujet, c'est par la négative, par le manque, que les membres de la base — femmes appauvries, jeunes des communautés ethnoculturelles, hommes et femmes peu scolarisés — réfèrent à la citoyenneté. Au cœur d'une réflexion sur celle-ci, se trouvent donc l'idée et le fait du « vivre ensemble » confrontés au problème de taille posé par toutes les formes de marginalisation, de mise à l'écart sociale ou culturelle. « Exclure, c'est briser le lien social », a expliqué un participant. On peut dès lors comprendre comment les organismes communautaires sont un laboratoire très riche d'expériences citoyennes, car on y travaille à ce que tous et chacun « prennent leur place », qu'ils soient des personnes à part entière.

Les perceptions et les pratiques de la citoyenneté sont diverses, plurielles et variées. Dans certains groupes, on privilégie des *pratiques délibératives* : on



tente de construire des ponts, de faire se rencontrer et débattre des personnes aux cultures et aux intérêts différents, afin de convenir de nouvelles règles qui permettront plus de justice et de solidarité. Dans d'autres groupes, l'accent sera plus mis sur des *pratiques oppositionnelles* : on y confronte sur la place publique ceux et celles qui dirigent la société vers des culs-de-sac dans lesquels les écarts s'accroissent. Dans certains, on soutient la nécessité de reconnaître les *ancrages culturels* : car la discrimination et l'exclusion peuvent frapper durement les personnes aux origines et aux modes de vie différents. Dans d'autres, on fait primer le *but commun*, c'est lui qui compte par-dessus tout, au-delà des identités spécifiques.

Quoi qu'il en soit, les pratiques citoyennes recensées insistent toujours sur un processus : celui de tenter de comprendre le monde qui nous entoure, d'en saisir les mécanismes, les rapports de pouvoir et les enjeux. Pour ce faire, on revient à l'expérience profonde des personnes, à leurs savoirs propres. On fait appel à leurs potentialités. On fait confiance à leur capacité de comprendre, de faire sens, de se dire, de prendre la parole et même de devenir porte-parole.

(suite en page 11)

Dans ce numéro...

Un événement branché sur la planète p. 2
par Jacynthe Lavoie

Interrogations sur la citoyenneté p. 3
par Jocelyne Lamoureux

Marche mondiale : un premier bilan p. 4
par Lorraine Desjardins

Des marcheuses nous racontent p. 6
par Danielle Wolfe, Monique Galameau
et Christiane Levasseur

Logement social : les femmes ont
marché . pas les gouvernements p. 8
par Lucie Poirier

Investir dans les enfants défavorisés -
quel rendement ? p. 9
par Philip Merrigan

Action communautaire autonome
à l'aube d'un événement historique ? p. 10
par Lorraine Desjardins

Marche mondiale des femmes : un premier bilan

par Lorraine Desjardins, journaliste pigiste

Il y a sans doute plus d'une façon de regarder ce qui ressort de cet incroyable effort de solidarité humaine qu'a été la Marche mondiale des femmes. D'abord, on peut se dire déçu, et avec raison, des piètres engagements des gouvernements en réponse aux revendications déposées un peu partout dans le monde par les marcheuses. On peut également s'indigner du fait que ces demandes soient demeurées sans réponses suffisantes alors qu'elles étaient porteuses d'enjeux aussi fondamentaux que le fait de mettre fin à la pauvreté et à la violence faite aux femmes. Mais, on ne peut et on ne doit absolument pas passer sous silence le fait que cet événement a permis de démontrer une véritable volonté d'agir pour faire changer les choses, volonté partagée par des milliers de femmes à travers la planète.

Rien qu'en cela, la réalisation de la Marche mondiale aura été un exploit et une réussite en soi. Ce qui est remarquable c'est que, dans le courant des luttes actuelles contre la mondialisation, des milliers de groupes de femmes, de quelque 160 pays, aient trouvé le moyen de s'entendre sur 17 revendications (six d'entre elles visant à éliminer la pauvreté et onze visant à éliminer la violence faite aux femmes), qu'elles aient élaboré des plateformes de revendications pour chacun de leurs gouvernements et qu'elles aient posé des gestes réels et concrets de solidarité. Si on compare cela à la tendance généralisée d'abdiquer et de ne ressentir qu'une profonde impuissance devant les pires inepties du système, les organisatrices de la Marche ont de quoi se péter les bretelles !

La pauvreté d'ici

Bien sûr, on pourrait argumenter que ce que nous considérons ici comme de la pauvreté peut très bien être perçu comme

de l'abondance dans d'autres pays. Mais, la question n'est pas là... Le bogue se situe davantage au niveau d'une distribution honteusement inéquitable de la richesse. Que des millions d'enfants aient faim chaque jour dans le monde alors que les banques et les entreprises font quotidiennement des milliards de profit, est déjà d'une grossière indécence. Mais que dans un pays riche comme le Canada, il y ait encore 1,4 millions d'enfants pauvres et qu'une femme sur cinq vive sous le seuil de la pauvreté, cela questionne tout autant cette terrible iniquité dont trop d'individus font les frais. C'est toute la question de la dignité humaine qui est à nouveau niée ici, c'est-à-dire la possibilité d'assumer soi-même sa subsistance et celle de sa famille, sans devoir recourir aux banques alimentaires ou à la charité des mieux nantis.

Ce n'est pas un hasard si l'une des vingt revendications québécoises réclamait une augmentation substantielle du salaire minimum. Ce salaire (qui sera de 7 \$ l'heure à partir de février prochain au lieu des 8,50 \$ qui avaient été demandés) est le lot de deux travailleurs sur trois au Québec, et parmi eux, plus des deux tiers sont des femmes. C'est dire que, même en occupant un emploi à temps plein, des milliers de cheffes de familles sont confinées dans une situation de pauvreté. C'est dire également que, même en situation de croissance économique, notre gouvernement n'a pas jugé bon d'augmenter les revenus des travailleurs les plus pauvres de plus de 10 cents l'heure, soit un maigre 200 \$ par année.

Parmi les mères seules, une sur deux vit dans la pauvreté au Québec, et cette

proportion atteint plus de 85 % dans le cas où elles ont moins de 30 ans. Pour plusieurs, celles notamment qui reçoivent des prestations d'aide sociale, la situation est des plus difficiles, particulièrement lorsque leur enfant atteint l'âge de cinq ans : « L'an passé, 4 728 familles archi-pauvres se sont fait amputer des centaines de dollars par mois parce que leur enfant de 5 ans entrait à la maternelle »¹. Elles se voyaient



ainsi retirer l'allocation spéciale de 103 \$ accordée aux prestataires présentant des contraintes temporaires à l'emploi, comme celle, par exemple, de s'occuper d'un enfant en bas âge. De plus, elles perdaient les 100 \$ de pension alimentaire exclus du calcul de prestation d'aide sociale jusqu'à ce que l'enfant soit en âge de fréquenter l'école. Deux des revendications de la Marche visaient à redresser cette situation, l'une d'elles réclamant un régime universel d'allocations familiales avec une allocation spéciale correspondant aux besoins réels des enfants pour les familles les plus pauvres, et une autre touchant spécifiquement l'aide sociale : un barème plancher, la fin de la coupure pour le partage du logement, une indexation et une augmentation des prestations.

Le vrai bilan

Au Québec, pendant la semaine des activités régionales de la Marche, on avait prévu une participation de 10 000 personnes. On en a vues plus de 20 000 qui ont sillonné les diverses routes du pays. Le 14 octobre dernier, on attendait 20 000 personnes au grand rassemblement de Montréal, il en est venues plus de 30 000. Le 15 octobre, 8 000 femmes marchaient sur Ottawa en portant les revendications canadiennes. Le 17 octobre, on espérait remettre 100 000 signatures (pour le Québec seulement) de cartes d'appui aux revendications de la Marche mondiale à Cofi Annan, à New York. Même si le Secrétaire général des Nations unies était retenu à l'étranger par le conflit au Proche-Orient, ce sont plus de 200 000 signatures québécoises (un total de 4,7 millions pour l'en-

semble de la planète) qui lui ont été déposées ce jour-là.

Si les réponses de nos gouvernements aux revendications de la Marche apparaissent nettement insuffisantes, le bilan de participation à cet événement et l'énorme solidarité dont il a été le théâtre, sont loin d'être décevants. On pourra toujours argumenter que les vrais résultats sont ceux qui se calculent en dollars et qu'il aurait mieux valu que la Marche obtienne de réels engagements de la part de l'État pour qu'elle en vaille la peine. Mais, depuis toujours, ce sont tous ces petits gestes posés au quotidien par les femmes, qui, même s'ils paraissent parfois sans grande importance, assurent la survie de l'espèce humaine. Le fait que des milliers de femmes, d'hommes et d'en-

fants aient marché pour mettre fin à la pauvreté et à la violence doit-il être perçu, comme certains le prétendent, comme le témoignage d'une « sympathie de surface »² ou plutôt comme un soulèvement réel et puissant contre les inepties du système actuel ? Chose certaine, c'est que pour celles et ceux qui ont décidé de se battre contre ce système, la lutte ne fait que commencer !

¹ Girard, Michel, « Les incohérences de l'aide sociale », in La Presse, Montréal, le 18 octobre 2000

² Dubuc, Alain, « Marcher pour marcher », in La Presse, Montréal, le 13 octobre 2000

³ Tableau comparatif des revendications de la Marche mondiale des femmes et des réponses du gouvernement du Québec, document préparé par la Fédération des femmes du Québec, Montréal, le 12 octobre 2000

Un aperçu des revendications québécoises³

Les demandes de la Marche	Les réponses du gouvernement du Québec
- 25 M \$ sur 10 ans pour une campagne de sensibilisation pour éliminer la violence faite aux femmes	- 1 M \$ sur deux ans relativement à la violence conjugale - 4,5 M \$ sur 3 ans relativement aux agressions sexuelles - 1,87 M \$ pour le programme ESPACE de prévention auprès des enfants
- 36 M \$ pour les maisons d'hébergement - 9 M \$ pour les centres de femmes - 14 M \$ pour les centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS)	- 8 M \$ sur deux ans pour les maisons d'hébergement - Aucun engagement pour les centres de femmes - 7,5 M \$ pour les CALACS - 0,7 M \$ pour travailler dans les centres désignés avec la trousse médico-légale
- Redonner 2000 \$ aux étudiant-e-s parents - Permettre aux étudiant-e-s à temps partiel d'avoir accès aux prêts et bourses - Un meilleur accès à la formation pour les femmes (Emploi-Québec)	- 1,3 M \$ en paiement des intérêts des prêts des étudiantes qui doivent interrompre leurs études pour la naissance ou l'adoption d'un enfant - Mise en œuvre d'une stratégie d'intégration à l'égard de la main-d'œuvre féminine
- Allocation pour les femmes immigrantes qui suivent les cours de français à temps partiel - Fin de l'exclusion basée sur les années de résidence	- 4,4 M \$ d'allocation pour frais de transport et de garde pour les personnes qui étudient le français à temps partiel
- 267,5 M \$ par année pour 8000 logements sociaux	- 2,3 M \$ pour l'ajout de 400 unités - Reconduction du supplément au loyer pour les ménages qui en bénéficient jusqu'en 2003
- Imposition fiscale tenant compte des principes de justice, d'équité et de redistribution de la richesse	- Rien
- Un régime universel d'allocations familiales et allocation supplémentaire pour les familles pauvres en fonction des besoins réels des enfants	- Rien
- Un barème plancher à l'aide sociale - 51 M \$ pour la fin de la coupure pour partage du logement - 28,9 M \$ pour l'indexation des prestations de 1,6 % - 156 M \$ par année pour augmentation des prestation en fonction du pouvoir d'achat de 1993	- 2,5 M \$ de majoration du soutien aux femmes enceintes ou allaitantes - 7 M \$ d'augmentation pour les parents dont les enfants sont inscrits au primaire et/ou au secondaire
- Augmentation du salaire minimum à 8,50 \$ l'heure	- Augmentation du salaire minimum à 7 \$ l'heure
- L'adoption d'une loi-cadre visant l'élimination de la pauvreté	- Rien

Des marcheuses nous racontent...

par Danielle Wolfe, Re-Nou-Vie, Châteauguay, Monique Galarneau, Association la Chrysalide, Montréal et Christiane Lévasseur, Association La Source, Victoriaville

Les textes qui suivent sont des témoignages de trois associations membres de la FAFMRQ. D'autres témoignages, tout aussi vibrants, ont déjà été publiés dans L'Entre-Nous, journal associatif de la Fédération. Ceux-ci n'ayant pu paraître dans le mensuel, faute d'espace, nous vous les présentons ici avec grand plaisir.

Témoignage d'une responsable de contingent en Montérégie, Danielle Wolfe, Re-Nou-Vie, Châteauguay

Au moment d'écrire ces quelques lignes, nos chaussures de marche sont encore chaudes et il m'est difficile d'écrire un petit bilan de mon expérience comme responsable en Montérégie. J'aurais aimé voir un peu la poussière retomber et regarder cette implication de façon plus objective.



La marche.. au Saguenay

Il faut dire que, du temps, j'en ai consacré à plusieurs reprises; les Tylenols m'ont aidé à supporter la pression et les maux de tête des dernières semaines. Mais que de beaux moments remplis d'émotion nous avons vécus !

Je retiens tout particulièrement notre Marche du 11 octobre où les fem-

mes de Kahnawake se sont jointes à nous pour marcher et sortir de la réserve. C'était un moment historique ! Jamais de mes quarante-et-un ans de vie je n'avais vu les gens hors de la réserve marcher solidairement avec les femmes des premières nations. Que de frissons et d'émotions nous avons connus ensemble !

Ce fut un travail de longue haleine que de rassembler nos deux cultures si différentes dans un seul but. Tout au long des cinq jours de marche, nous avons pu constater tout le travail d'éducation populaire fait auprès des jeunes des écoles de notre contingent. Il fut très difficile de retenir nos larmes face à ces petits bouts de choux scandant des messages d'espoir, ayant fabriqué des pancartes et fait des dessins pour nous accueillir et dénoncer d'une seule voix la violence et la pauvreté.

Assise dans mon salon, j'essaie de remettre de l'ordre dans mes idées et je peux affirmer que Re-Nou-Vie, les militantes et les membres du personnel, ont consacré beaucoup de temps et énergie pour que cette marche soit un succès dans notre coin de pays. Je tiens personnellement à les remercier d'avoir partagé ce rêve ambitieux de rassemblement de groupes aussi divers et qui se sont ralliés derrière un même projet.

Une grande bouffée d'esérance, Monique Galarneau, Association la Chrysalide, Montréal

Le 14 octobre, avec une cons-



La marche.. à Ste-Thérèse

science aiguisée de l'urgence de clamer haut et fort, dans la solidarité, les réalités, les difficultés, les besoins et les injustices, avec des femmes de tous âges, de toutes conditions, de toutes les cultures et aussi des groupes de femmes, j'ai marché heureuse de retrouver des figures connues, en portant dans mon cœur les femmes de la Chrysalide.

En descendant le viaduc de la rue Berri, avec quelle fierté et quelle émotion j'ai vu et revu comme une interminable « pointe folle » à la québécoise, cousue de 30 000 morceaux avec des fils aux couleurs des femmes du Québec, porteuses ensemble d'un message sans équivoque : « *il faut que ça change, gouvernement et société... C'est urgent !* »

J'ai vu un nouveau chapitre de l'histoire de nos luttes pour que la pauvreté et la violence cessent : la Marche 2000, avec cette visibilité donnée à la mondialisation de notre solidarité de femmes, sans exclure les hommes.

Voilà, une grande bouffée de souffle et d'esérance pour bâtir ensemble !

Montréal : 14 octobre 2000, Christiane Levasseur, Association La Source, Victoriaville

J'ai le goût de vous partager l'expérience très dynamique que j'ai vécue lors de ma participation à la Marche mondiale le 14 octobre dernier à Montréal. Tout d'abord, je suis arrivée en autobus au parc Lafontaine, que je n'avais jamais vu et que j'ai trouvé très beau. Je ne savais pas qu'il était bien aménagé comme ça. Pour l'occasion, on avait installé plusieurs toilettes... très bien pensé !

Avant de descendre de l'autobus, une personne est venue nous donner des directives et des informations concernant l'emplacement de certaines choses, les heures de départ, etc. Là aussi, c'était très bien pensé ! Puis, on a été guidé vers le

ou « la violence, plus jamais ! ». En attendant de prendre place dans le défilé, nous chantions « SO SO SO Solidarité » avec les femmes du monde entier.

Puis, tout s'est mis à bouger, à avancer, à se déplacer, à marcher dans les rues de Montréal. D'où j'étais, dans cette mouvance, je ne voyais pas le début et encore moins la fin de cette masse de femmes, d'hommes et d'enfants. Il y avait des femmes de tous les âges et, ce qui m'a impressionnée le plus, fut de constater la présence de jeunes filles qui savaient exactement pourquoi elles marchaient. Quelle joie, quelle agréable sensation de mission accomplie, quel soulagement de savoir la relève assurée !

Tout au long du parcours, il y avait des balcons décorés, des femmes jouaient de la musique, des personnes immigrantes qui dansaient au son de la musique de leur pays, des femmes, des hommes et des enfants nous envoyaient des signes de la main et tenaient des pancartes. À un endroit, j'ai vu une petite fille d'environ huit ans déguisée en « mémères » et,

sur sa pancarte, c'était écrit « Merci à nos grands-mamans ».

Il se dégagait une allégresse palpable. Il était plaisant d'écouter tous ces sons, toutes ces voix qui chantaient et qui ré-



La marche .. en montréal

étaient en chœur des slogans concernant les revendications. Tout était bien organisé. Il y avait des bénévoles tout au long du trajet qui faisaient office d'agents de sécurité avec des dossards oranges. D'ailleurs, Sylvie Lévesque, la directrice de la FAFMRQ, en faisait partie. Il y avait aussi des policiers qui s'occupaient de la circulation. Sur le boulevard René-Lévesque, les automobilistes nous appuyaient en klaxonnant. Tout simplement exaltant !

Le spectacle, tout près de la Place des arts, était absolument magistral. La gamme des émotions variait de l'étonnement à l'extase, en passant par la joie, l'harmonie, l'amour, l'impuissance, la complicité, la compréhension, les rêves, l'espoir, l'intensité de la planète et la sublime solidarité. La conscience humaine était à un très haut niveau, une excellente façon de communiquer avec la mémoire collective.

Je suis fier de mentionner que j'y étais et que l'espoir de cette journée m'habite encore...

J'ai vu un nouveau chapitre de l'histoire de nos luttes pour que la pauvreté et la violence cessent avec cette visibilité donnée à la mondialisation de notre solidarité (...)

lieu d'où on devait partir (nous, le Centre du Québec). Déjà, il y avait de la musique, des chants, des tentes où l'animation portait sur divers sujets comme la santé, l'équité, etc. Nous scandions dès lors des slogans comme « pauvreté zéro »

BULLETIN DE LIAISON

Abonnez-vous au Bulletin de liaison

15 \$ pour trois parutions, incluant les frais de poste et les taxes

Nom : _____

Organisme : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Tél. : _____

Veillez envoyer votre chèque ou mandat poste à l'ordre de la FAFMRQ à :
FAFMRQ
8059, St-Michel
Montréal, Qc
H1Z 3C9

Logement social : les femmes ont marché... pas les gouvernements

par Lucie Poirier, FRAPRU

« **O**n veut des logements sociaux, pour se loger comme il faut ! Ma copine Anourada, un logement, elle a droit ! » Marche mondiale contre la pauvreté et la violence faite aux femmes. Automne 2000. Malgré tous les slogans scandés durant les différentes marches régionales, nationale, canadienne, malgré toute la mobilisation, toute la sensibilisation effectuée concernant les problèmes criants de logement des femmes, il est malheureusement clair que nos gouvernements, eux, n'ont pas été sensibilisés à cette triste réalité. Ils ont donc carrément refusé de répondre à la demande d'un Grand chantier permettant la réalisation de 8000 logements sociaux par année de type HLM, coopératif et sans but lucratif. Nos gouvernements à Québec et Ottawa condamnaient ainsi 275 000 ménages locataires québécois, dont 60 % ayant une femme comme principal soutien financier, à continuer de payer plus de la moitié de leur revenu en loyer.

Chrétien, Chrétien, Ottawa ne nous loge pas !

À Ottawa, la coalition canadienne de la Marche des femmes revendiquait que le gouvernement fédéral double son budget en habitation pour s'assurer que ce palier de gouvernement reprenne ses responsabilités et recommence à financer la réalisation de nouveaux logements sociaux. En effet, depuis 1994, Jean Chrétien n'a pas investi un sou noir pour réaliser de nouveaux logements sociaux. C'est d'ailleurs pourquoi il ne se réalise plus de HLM à la grandeur du pays.

Lors de la Marche, non seulement Jean Chrétien n'avait-il rien à répondre aux femmes concernant les milliers de canadiennes mal logées, mais Alfonso Gagliano, ministre responsable de l'habitation, refusait de rencontrer ses re-

présentantes. Il a d'ailleurs profité de toutes les tribunes pour annoncer que le gouvernement fédéral, malgré ses milliards de surplus, ne réinvestirait plus jamais dans le logement social. Depuis, les libéraux ont pris l'engagement électoral de subventionner la construction de logements locatifs dès le prochain budget. Il sera crucial que les femmes se mobilisent pour s'assurer que des logements en quantité suffisante soient réalisés et ce, sous forme de véritables logements sociaux.

Le PQ avait promis, des logements pour les démunies

Face au gouvernement du Québec, aucun effort n'a été ménagé pour arracher des gains pour les mal-logées. Rencontres avec le Premier ministre Bouchard, avec la ministre responsable de l'habitation Louise Harel, avec les députés dans les différentes régions du Québec, mobilisations régionales et manifestations monstres, toutes les énergies ont été canalisées pour obtenir des gains pour les femmes québécoises. Malheureusement, concernant la revendication pour un Grand chantier de logement social, force est de constater que non seulement nous n'avons pas avancé, mais nous avons même un peu reculé.

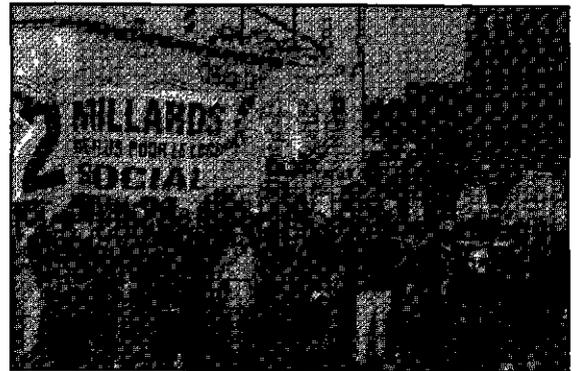
En effet, la réponse du gouvernement est à cent lieues non seulement de la revendication de 8000 nouveaux logements sociaux par année portée par la Marche, mais même des propres engagements électoraux pris par le Parti québécois en novembre 1998, engagements qui devaient se matérialiser avant la Marche. Le Parti québécois n'a respecté pleinement qu'un seul de ses trois engagements électoraux en habitation, soit celui de réaliser

100 logements sociaux de plus par année pour des personnes aux prises avec des problèmes spécifiques au niveau du logement, comme les sans-abri ou les femmes victimes de violence conjugale.

Mais il avait promis beaucoup plus que cela. Il avait promis de fournir un logement à 3000 ménages à faible et modeste revenus supplémentaires, il ne l'a pas fait. Il avait promis de prolonger de cinq ans le supplément au loyer permettant à 3200 ménages demeurant dans des logements sociaux de ne consacrer que 25 % de leur revenu à leur loyer, il ne l'a fait que pour 300 ménages et seulement pour un an ou deux.

On veut notre part du gâteau !

Quelles seront les suites à la Marche mondiale des femmes ? Les différents groupes porteurs des revendications continueront certainement à faire



leur travail chacun de leur côté, mais il sera crucial que tous les groupes qui ont lutté dans le cadre de la Marche continuent de travailler conjointement pour s'assurer que, dans le festin des surplus budgétaires, il n'y ait pas que des miettes pour les femmes. Elles doivent aussi avoir leur part du gâteau.

Investir dans les enfants défavorisés : quel rendement !

par Philip Merrigan, professeur, Département des sciences économiques et Centre de Recherche en emploi et fluctuation économiques, UQAM

Pourquoi les économistes s'intéressent-ils au développement des enfants ? Tout simplement parce qu'ils savent qu'ils sont la clé d'une croissance économique soutenue, durable, et surtout équitable. Ainsi, depuis les dix dernières années on a observé une véritable explosion de la recherche empirique sur les déterminants du développement des enfants aux États-Unis et au Canada, en particulier de ceux qui grandissent dans des milieux défavorisés. Deux textes récents et importants font le tour de la question.

Le premier, écrit par le plus récent lauréat du Prix Nobel en économie, James Heckman, jette un coup d'œil critique sur les politiques publiques qui cherchent à relever le niveau de capital humain dans la population en général¹. Sa conclusion est la suivante: les programmes de formation aux adultes ont de bien piètres résultats lorsqu'on les compare aux programmes enrichis qui cherchent à améliorer de façon importante les chances de réussite sociale et économique d'enfants dits « à risque » de développer des comportements menant à l'échec scolaire et à tous les problèmes qui en découlent.

Certains chiffres sont très éloquentes et reposent sur des méthodologies d'évaluation solides. Prenons les résultats de l'expérience du Perry Preschool Program à Chicago au milieu des années soixante. Environ 125 enfants de quartiers défavorisés ont été séparés, et ce au hasard, en deux groupes de taille égale, un, le groupe expérimental qui sera soumis à des interventions particulières cherchant à améliorer le développement, l'autre, le groupe contrôle ne sera pas soumis à l'intervention. Ces enfants ont été suivis toute leur vie de façon à pouvoir évaluer pleinement les bienfaits du programme. Ce programme se caractérise par

des interventions de travailleurs sociaux autant à la maison qu'aux centres de petite enfance, parfois en présence et d'autres fois sans la présence des parents, et ce pendant environ 18 mois. Le coût moyen par enfant d'une intervention est d'environ 25 000 \$ courants.

En 1993, trois chercheurs, Schweinhart, Barnes et Weikart ont évalué les bénéfices de ce programme autant pour la société (par la réduction de la criminalité ou les baisses de prestations en aide sociale) que pour l'individu (en termes d'emploi et de revenus), ils les fixent à 185 000 \$, donc un rendement de plus de 7 \$ retrouvés pour chaque dollar investi. Le professeur Heckman donne plusieurs autres exemples d'interventions réussies à travers les États-Unis. Il conclut que les interventions qui cherchent à développer autant les capacités cognitives que le fonctionnement social sont les plus efficaces.

Le deuxième texte² est de Janet Currie, professeure agrégée à l'Université de la Californie à Los Angeles (UCLA). Il porte sur un ensemble assez large d'interventions sociales auprès d'enfants défavorisés. Elle fait trois constats majeurs: premièrement certains types d'interventions sont fort utiles chez les enfants de 3 ans, c'est aussi le cas chez les enfants un peu plus vieux, mais cela reste à déterminer. Plus les enfants sont désavantagés, plus les impacts sont importants. Enfin, les interventions doivent être de haute qualité, en particulier, elles doivent être faites par des travailleurs hautement qualifiés avec de petits groupes d'enfants.

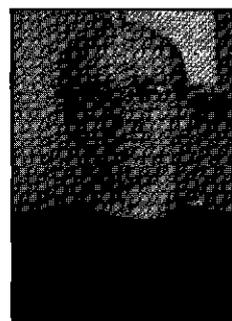
Il ne fait plus aucun doute que les investissements lourds, bien spécifiés et bien supervisés chez les enfants défavorisés, ont des impacts positifs et majeurs sur leurs trajectoires de vie. Pourtant, les engagements politiques qui vont dans ce sens restent bien

minces. De plus, il faut absolument distinguer ce type d'intervention du genre qu'on peut retrouver dans les centres de petite enfance qui coûtent cinq dollars par jour. En effet, une forte proportion d'enfants en difficulté ne se retrouve pas dans ces centres (par exemple, les enfants de familles monoparentales qui sont sans emploi n'utilisent pas ces services), car la grande majorité des enfants qui occupent les places à 5 dollars vivent dans des familles où les deux membres du couple travaillent, donc dans des familles avec des revenus relativement élevés. Aussi, les intervenantes dans ces centres n'ont pas la formation requise pour aider substantiellement les enfants de milieux très défavorisés (voir le rapport du Vérificateur général).

Les gouvernements préfèrent subventionner, et ce avec des milliards de dollars, des entreprises déjà bien nanties ou des programmes douteux de type Développement des Ressources Humaines Canada parce qu'ils sont rentables politiquement étant donné leurs impacts de court terme. Les investissements dans les enfants, malheureusement, ont des impacts qui se répartissent sur plusieurs années, ils sont donc moins tangibles et ont conséquemment moins de poids politique.

¹ James Heckman, *Policies that Foster Human Capital*, présenté au Aaron Wildavsky Forum, University of California at Berkeley (disponible à <http://illy.src.uchicago.edu/papers/labor/Wildavsky.pdf>)

² Janet Currie, *Early Childhood Intervention Programs What Do We Know?*, *Journal of Economic Perspectives* (à paraître), (disponible à <http://www.jcpr.org/wp/>)



Action communautaire autonome : à l'aube d'un événement historique ?

par Lorraine Desjardins, journaliste pigiste

Depuis la dernière fois que nous avons parlé de l'action communautaire autonome dans les pages de ce bulletin, les choses ont beaucoup bougé. Nous aurions aimé vous annoncer qu'une proposition de politique de reconnaissance et de financement a enfin été adoptée, mais ce n'est malheureusement pas encore le cas. Cependant, d'autres événements d'importance ont eu lieu ou sont en voie de prendre place, d'où le besoin que nous ressentons ici de faire le point sur la situation.

Nombreux sont ceux à avoir déposé des mémoires qui rendaient compte des mêmes insatisfactions que celles exprimées par le Comité aviseur.

Effets « surprise »

On se souviendra du dépôt surprenant, le 20 décembre 1999, d'une première proposition de politique de l'action communautaire par le ministre André Boisclair. Les mois de janvier, février et mars 2000 furent consacrés à diverses rencontres entre le Comité aviseur, le SACA et le cabinet du ministre, visant à faire une bonification substantielle de cette première proposition. Les demandes de bonification du Comité aviseur touchaient, entre autres, l'objet de la politique (devant viser l'action communautaire autonome plutôt que le communautaire large), le retrait explicite des ressources intermédiaires et des fondations, une offre de partenariat global et de participation libre et volontaire qui ne conditionne pas l'accès au soutien financier des organismes et des regroupements, la reconnaissance du rôle critique des organismes et

le retrait de la notion d'entente de partenariat de mission stratégique, le respect de l'autonomie des groupes à déterminer leur mission, leurs orientations et leurs modes de gestion ainsi que la reconnaissance des approches et des modes d'intervention, et, finalement, la préservation de la vocation du Fonds d'aide du SACA voué spécifiquement à l'action communautaire autonome.

Suite à ces travaux, le 5 avril 2000, le ministre de la Solidarité sociale optait encore une fois pour l'effet de « surprise » en rendant publique et en déposant à l'Assemblée nationale une nouvelle proposition de politique. Pourtant, une rencontre entre le ministre et le comité de coordination du Comité aviseur avait eu lieu deux jours seulement avant cette date (le 3 avril) afin de discuter d'un processus de consultation devant accompagner le dépôt d'une nouvelle proposition. À ce moment, le Comité aviseur avait par ailleurs fait la demande que la consultation gouvernementale soit repoussée à la fin de l'été afin que le mouvement dispose d'un temps suffisant pour se concerter sur la nouvelle proposition.

La consultation publique

Mais parmi les derniers événements qui sont venus colorer le ciel du mouvement communautaire autonome, celui qui a occupé le plus de temps et d'énergie de la part des groupes fut sans contredit la tenue, à la fin de l'été dernier, d'une consultation publique sur la seconde proposition de politique. Suite au dépôt d'avril, le Comité aviseur a fait parvenir un mémoire au président des audiences afin de communiquer sa position sur le document gouvernemental. Cette large consultation, qui s'est tenue dans toutes les régions du Québec et sous la présidence de monsieur Gérald Larose, a par ailleurs permis de constater que la position du Comité

aviseur était largement partagée par les groupes. Nombreux sont ceux, en effet, à avoir déposé des mémoires (près de 600 mémoires ont été reçus) qui rendaient compte des mêmes insatisfactions que celles exprimées par le Comité aviseur. Un bilan des audiences a d'ailleurs été préparé et est maintenant disponible sur le site Internet du Comité aviseur (www.cam.org/~comavis).

Parmi les quelque 2000 personnes qui se sont exprimées dans le cadre de la consultation publique, une forte majorité a manifesté son refus de voir l'action des organismes arrimée aux priorités de l'État. Bien que la diversité soit grande au sein du mouvement communautaire autonome, il existe en effet une forte convergence autour du fait que la tendance actuelle du gouvernement de financer les organismes en faisant fi de leur mission de transformation sociale et en privilégiant davantage le financement par projet ou par programme.

Journées d'étude régionales intersectorielles

La publication du rapport du président de la consultation publique, pour sa part, s'est fait un peu attendre. Sa sortie étant prévue pour la mi-octobre, elle eut lieu au début de novembre. Le Comité aviseur a ensuite invité l'ensemble du mouvement communautaire autonome à tenir, en décembre, des journées d'étude dans toutes les régions du Québec. La démarche proposée pour ces journées visait à partager l'analyse du Comité aviseur du rapport Larose, à étudier l'évaluation globale des besoins de financement de base des organismes et à adopter un plan d'action sur une base régionale. Le contenu de ces consultations, dont certaines restent encore à venir, servira notamment à appuyer les représentations futures du Comité aviseur en vue de l'obtention d'une nouvelle proposition de politique.

Pour le moment, le mouvement communautaire autonome ne s'est pas encore

prononcé largement sur les hypothèses proposées par Gérald Larose dans son rapport et sur les retombées que telle ou telle mesure pourrait avoir sur leur avenir. Cependant, le document, aux dires de plusieurs, constitue un point de départ pour les prochaines négociations avec le gouvernement. S'il ne propose pas de solutions qui apparaissent en tout point satisfaisantes, le rapport Larose rend toutefois assez fidèlement compte des insatisfactions et des revendications exprimées par les groupes dans le cadre des audiences publiques.

Une première rencontre entre le Comité aviseur et le ministre de la Solidarité sociale a eu lieu le 24 novembre dernier. Elle a notam-

Chose certaine, les valeurs de solidarité sociale du mouvement communautaire autonome seront d'une extrême importance dans le cadre des négociations à venir (...).

ment permis aux deux parties d'échanger leurs premières réactions face au rapport Larose.

Des enjeux et des défis

Les enjeux actuels, pour les organismes d'action communautaire autonome, sont de taille. Pour la première fois dans l'histoire de leur mouvement, la possibilité d'obtenir une politique de reconnaissance et de financement pouvant véritablement améliorer le sort des organismes et des populations qu'ils desservent, semble en voie de se concrétiser. Cependant, le contexte actuel est loin d'être simple : à peu près au même moment où avait lieu la consultation publique sur la proposition de politique, la Commission Clair sur la réorganisation des services de santé et des services sociaux prenait également place. Le projet de loi sur la fusion des municipalités est également venu occuper beaucoup de place dans l'agenda gouvernemental.

Bien que l'on reconnaisse au mouvement communautaire autonome son statut d'acteur social incontournable, le fait de de-

voir négocier avec le gouvernement sur les modalités concrètes de ce que devrait contenir une politique de reconnaissance et de financement implique des défis d'importance. D'une part, la diversité du mouvement fait en sorte que la priorisation de ce que devrait constituer les bases même de la négociation reste un exercice difficile à faire. Dans certains secteurs d'activité, des organismes disposent déjà de cadres de financement plus ou moins balisés avec leur ministère vis-à-vis, alors que dans d'autres secteurs, la survie de certains groupes est carrément menacée.

D'autre part, on peut aisément s'inquiéter de la tendance actuelle du gouvernement

Bouchard de décider à l'avance de l'issue de certaines affaires, en dépit des consultations qui ont pourtant bel et bien lieu. On n'a qu'à se référer au dénouement final de l'affaire des fusions municipales ou aux piètres engagements gouvernementaux suite aux revendications de la Marche mondiale des femmes pour reconnaître cette tendance. Le mouvement communautaire autonome croit

cependant que, suite à la consultation publique de la fin de l'été dernier et au dépôt du rapport de Gérald Larose, la balle est maintenant dans le camp du gouvernement. Reste à savoir ce que le ministre Boisclair et le Comité ministériel de développement social (CMDs) décideront de faire avec tout ça. Le mouvement communautaire autonome trouvera-t-il enfin des réponses satisfaisantes à ses besoins de reconnaissance et de financement ou le gouvernement jugera-t-il plutôt qu'il a d'autres priorités que celle d'honorer ses revendications ?

Chose certaine, les valeurs de solidarité sociale et la cohésion du mouvement communautaire autonome seront, plus que jamais, d'une extrême importance dans le cadre des négociations à venir en vue d'obtenir une véritable proposition de politique qui sera soumise au mouvement dans le cadre d'une Rencontre nationale. Tous les efforts seront déployés pour faire entendre au gouvernement les mêmes revendications qui sont portées depuis toujours par les organismes et pour aller chercher le plus de gains possibles.

Interrogations sur la citoyenneté : (suite de la page 3)

Enfin, l'expérience politique citoyenne ne peut être complète sans l'agir, la mise en action. « Être citoyen, c'est agir plutôt que subir », comme l'a souligné un participant. « C'est être pratiquante », insista une jeune femme.

Que retenir d'un si bref exposé ? Principalement, le fait que les mouvements sociaux, au Québec — le mouvement des femmes et le mouvement communautaire autonome, entre autres —, constituent des viviers très féconds où s'élaborent des pratiques mettant de l'avant une conception inclusive de la citoyenneté, une perspective plurielle sensible à la différence, à l'altérité, à la diversité, une option critique où le travail des élus-es est évalué, où des propositions alternatives sont débattues et soumises, un effort jamais achevé pour devenir sujet individuel et collectif, en prise sur les orientations de sa propre vie et celles de la collectivité.

Extrait d'une conférence prononcée pour la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAMPRO), Mont-Sainte-Anne (Beauport), 27 octobre 2000.

1. Quatre groupes communautaires (le Centre pour le pastoralisme en milieu ouvrier [CAPMO] de Québec, le Centre d'organisation municipale de services et d'éducation populaire [COMSEP] de Trois-Rivières, le Cégep jeunesse Multiculturel de Montréal-Nord, et le Projet Genèse, du quartier Côte-des-Neiges à Montréal) ont participé en 1998 et 1999 à une recherche conduite par Jocelyne Lamoureux, *Citoyenneté et pensée monnaie*, pratiques réflexives de quatre sites de citoyenneté au Québec, et dont le texte est disponible dans le site web du MRG à l'adresse suivante en date de janvier 2000 : http://www.mrd.gouv.qc.ca/52_2.asp?pid=civiques/f/206.

Voir aussi la vidéo *En route citoyenneté*, issue de cette étude. Sophie Desrosiers à la réalisation, Jocelyne Lamoureux à la recherche, au scénario et à l'animation, produit par André Vanasse des Producteurs Bonsai, et disponible au Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

SOLIDARITÉ JEUNESSE

Un projet à l'image des jeunes

Dans toutes les régions du Québec,
des entreprises, des municipalités,
des carrefours jeunesse-emploi,
des organismes communautaires,
le réseau scolaire,
Emploi-Québec
et le réseau de la sécurité
du revenu ont pris l'engagement
de soutenir les jeunes
en difficulté.

Aider ces jeunes
à retourner aux études,
à suivre une formation
ou à occuper un emploi,
ce grand défi,
c'est aussi le vôtre!



Pour en savoir plus :

- communiquez avec le centre local d'emploi (CLE) le plus près de chez vous
- ou
- communiquez avec le Bureau des renseignements et plaintes du ministère de la Solidarité sociale aux numéros suivants :
643-4721 si vous habitez la région de Québec
1 888 643-4721 ailleurs au Québec, sans frais
- ou
- consultez le site Internet du Ministère à l'adresse <http://mss.gouv.qc.ca>

Québec 
Ministère de la
Solidarité sociale